

Questions orales

M. Epp: À mon avis, la chose est suffisamment grave pour que je traite le député de la même façon que par le passé.

Ensuite, j'ai dit aux Terre-Neuviens que pour ce qui est de l'énoncé de principes, j'essaierai de maximiser les retombées industrielles, destinées à Terre-Neuve mais que nous devons par ailleurs faire en sorte que le projet soit le plus viable possible du point de vue économique.

Enfin—loin de moi l'intention de vouloir abuser du temps de la Chambre—lorsque je me suis entretenu hier avec le nouveau ministre du gouvernement de Terre-Neuve, je lui ai dit que le gouvernement fédéral respecterait ses engagements, que nous entendions collaborer de toutes les façons possibles. Nous avons dit exactement que nous nous efforçons de mener à bonne fin la réalisation du projet Hibernia dans les plus brefs délais. Toute autre interprétation des entretiens que nous avons eus serait fausse.

L'article publié aujourd'hui dans le *Globe and Mail* rapporte exactement mes propos et l'interprétation qu'il y a lieu de leur donner.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, le ministre dit que le gouvernement n'a fixé aucune limite. Ce n'est pas exact. Le délai était fixé au mois de mars dernier. Il est dépassé. Le gouvernement avait bel et bien fixé un délai qu'il n'a pas respecté.

Comme il reconnaît, à juste titre, la gravité du problème, je veux lui citer les propos que le premier ministre a tenus à St. John's le 19 juillet 1988: «C'est un rêve que les habitants de Terre-Neuve et du Labrador caressent depuis des décennies. Aujourd'hui, ce rêve devient réalité.»

Terre-Neuve est la province où le taux de chômage est le plus élevé. Ce que nous voulons, ce sont des emplois, et non des aumônes du gouvernement fédéral. On est en train de mettre en pièces le régime d'assurance-chômage. Nous ne voulons pas d'une assurance-chômage, nous voulons des emplois. Je veux que le ministre prenne un engagement aujourd'hui. S'il n'est pas prêt à protéger les emplois dans l'industrie de la pêche, va-t-il les protéger dans l'industrie pétrolière?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, c'est exactement ce que j'ai dit hier à Terre-Neuve. C'est ce que je dis aujourd'hui à la Chambre.

J'ai dit hier que l'heure n'était plus aux beaux discours, qu'il fallait s'assurer que cette entente débouche. L'entente comporte trois éléments. D'après moi, les gouvernements de Terre-Neuve et du Canada s'entendent parfaitement pour maximiser les retombées industrielles. Le consortium veut que l'entente se concrétise. De toute évidence, un problème se pose au sujet de la superstructure. Quant à l'embase-poids, comme le sait le député, elle a fait l'objet d'appels d'offres comme d'autres éléments du projet Hibernia.

Ce que je dis au député et aux habitants de Terre-Neuve, c'est que nous devons nous entendre sur les retombées industrielles, lancer le projet Hibernia et utiliser la meilleure technologie possible. Faute de quoi, il se peut fort bien que les choses en restent là à cause du facteur coût.

Tout ce qui m'intéresse, c'est de lancer le projet Hibernia, de le réaliser dans les meilleures conditions d'économie et de maximiser les *avantages* qu'en retirera Terre-Neuve. Je ne vois pas comment le député peut trouver à redire à ces objectifs.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE RAPPORT DU CONFERENCE BOARD

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il sait bien que le rapport du *Conference Board*, un allié jusqu'ici, dit que la taxe de vente nationale occasionnera non seulement la perte de 72 000 emplois, un accroissement de l'inflation qui passera à 7 p. 100, et une réduction de la croissance économique, notamment dans certains secteurs comme celui du tourisme, mais aussi une hausse importante des impôts des Canadiens que le *Conference Board* estime à 4 millions de dollars nets pour les deux premières années.

Compte tenu de la réponse donnée à une question antérieure, je veux rappeler au ministre que pendant la campagne électorale, il insistait sur le fait que la taxe de vente ne servirait pas à augmenter les recettes du gouvernement du Canada.

Le ministre va-t-il tenir la promesse qu'il a faite aux Canadiens pendant la campagne électorale, à savoir que la taxe n'aura aucune incidence sur les recettes?

Des voix: Bravo!